



7ème Congrès de la CGT Educ'action Créteil

18 et 19 avril 2013

Résolution Lycée

L'action du gouvernement et la loi d'orientation n'a pas apporté de changement positif à la situation des lycées, aucune remise en cause du bac pro 3 ans, de la réforme Chatel sur les lycées, des réformes des filières technologiques. Pire, la loi d'orientation aggrave la situation par la régionalisation de la carte des formations et les menaces qui pèsent sur les services d'orientation et les LP. Le ministre annonce finalement une réforme du lycée, il convient d'accueillir cette nouvelle avec la plus grande vigilance. Dans ce contexte, la CGT Educ'action Créteil réaffirme avec force son projet pour le lycée du XXI^e siècle : un lycée émancipateur qui garantisse la scolarisation de toutes et tous jusqu'à 18 ans.

Vers une seule voie de réussite pour toutes et tous

Actuellement, le système éducatif français divise le lycée en trois voies : général, technologique et professionnel. Malgré les déclarations clamant une égale dignité des trois voies, force est de constater que ces trois voies restent inégalement valorisées et les réformes successives en ont réduit les contenus disciplinaires et les moyens d'enseignement.

Elles ne préparent pas les élèves au même destin scolaire et social. Cette division contribue à la division entre travail manuel et travail intellectuel, entre travailleurs de conception et travailleurs d'exécution. La répartition des élèves dans chacune des trois voies est fortement déterminée par leur origine sociale : les élèves des lycées professionnels sont massivement issus des catégories sociales défavorisées. Ainsi le tri effectué en collège et l'organisation du lycée en voies distinctes participent à perpétuer et à légitimer un ordre social inégalitaire. Le gouvernement conçoit la scolarité dans l'optique du bac -3, bac +3. Ceci est leur réponse à la polarisation du salariat entre des emplois peu qualifiés et d'autres très qualifiés. Cela a pour fondement une vision utilitariste de l'école dont l'objet serait de répondre aux besoins du patronat. Le système scolaire actuel valide les inégalités qui se jouent à l'extérieur de l'école. Les élèves bénéficiant du patrimoine culturel réussissent ainsi bien mieux que les autres. Pour lutter contre la reproduction sociale, la CGT-Educ'action Créteil revendique des moyens pour mettre en œuvre une pédagogie avec comme modèle l'élève qui n'a que l'école pour apprendre. C'est bien lui qui doit être au cœur des apprentissages afin de garantir la démocratisation du lycée.

La CGT Educ'action Créteil a une perspective syndicale de transformation sociale. Elle pense la transformation du lycée en un lycée de la réussite pour toutes et tous en lien avec la construction d'une société plus juste et égalitaire. À moyen terme elle se prononce pour la construction et la mise en place d'un lycée unique polytechnique. La CGT revendique la scolarisation jusqu'à 18 ans, celle-ci ne peut se faire sans la mise en place, à terme, d'un lycée unique. Allonger la scolarisation est le moyen d'outiller au mieux les travailleurs en vue de leur émancipation. Elle s'inscrit dans les repères revendicatifs lycée de l'union nationale votés en octobre 2012. Elle défend au quotidien la perspective d'un lycée émancipateur permettant la réussite de tous les élèves, un lycée préservant dans chaque voie un accès à un enseignement diversifié et équilibré entre toutes les disciplines.

Défendre une fluidité entre les voies du lycée vers une unification entre les voies du lycée

La CGT Educ'action Créteil défend une logique de complémentarité des formations au lycée sur un établissement à taille humaine et sur une zone géographique limitée. Elle s'oppose à la politique rectorale de construction d'une offre de formation en réseaux spécialisant les établissements en gros pôle de formation. Cette politique sous couvert d'économie, de rationalité et de productivité réduit les possibilités d'orientation. Elle aggrave les conditions d'apprentissage des élèves et de travail des personnels.

Dans ce contexte, la polyvalence des lycées est fortement remise en cause, notamment celle des lycées polyvalents à taille humaine. La suppression à la rentrée 2013 de division en première ST2S dans 13 lycées dont 11 polyvalents en est un signe fort. Pourtant actuellement, développer de véritables lycées polyvalents est une exigence pour éviter la marginalisation des voies technologiques et professionnelles. Sans en faire un modèle unique et en complémentarité avec d'autres établissements, pour la CGT Educ'action Créteil, les lycées polyvalents à taille humaine, réunissant des élèves des 3 voies du lycée, de par leur particularité pédagogique ont toute leur place dans l'académie.

La mise en place du Bac professionnel en trois ans a renforcé de fait le cloisonnement de la filière professionnelle. Sur l'académie de Créteil aucun dispositif de passerelle, pourtant prévu par le décret du 10 février 2009 relatif à l'organisation de la voie professionnelle, n'est mis en place. La CGT Educ'action Créteil dénonce cette politique, assumée ouvertement par le rectorat et revendique une véritable politique d'investissement pour mettre en place les classes passerelles et l'adaptation de parcours diversifiés. Dans l'académie, près de 1300 élèves de seconde GT passe chaque année en 1^{er} Professionnelle, le rectorat tend à réduire les classes ayant vocation à les accueillir. La CGT Educ'action Créteil revendique la mise en place de véritable classe d'adaptation avec un enseignement adapté avec passerelle au passage dans les trois voies. De même la CGT-Educ'action Créteil revendique la création de « classes de BTS d'adaptation » destinées à l'accueil spécifique des bacheliers professionnels en 1^{ère} année de BTS.

La fin de la 3^e est pour de nombreux élèves le palier d'orientation où ils sont sélectionnés négativement pour rejoindre le lycée professionnel comme une « planche de salut ». Parce qu'elle refuse l'orientation par l'échec, la CGT-Educ'action Créteil revendique que les niveaux de 3^e et 2^{de} deviennent le cycle de détermination au cours duquel les élèves doivent recevoir un enseignement ouvrant sur les dominantes des séries des trois voies du lycée. Pour autant, une orientation en fin de troisième vers la filière professionnelle (CAP ou bac pro) doit toujours être possible uniquement par demande volontaire du jeune et de sa famille. Nous réaffirmons notre opposition aux ouvertures de 3^{ème} découverte professionnelle et 3^{ème} Prépa Pro qui constituent une orientation précoce et fermée des jeunes vers la voie professionnelle.

Pas d'austérité, mais des moyens pour les lycées

Stagnation des budgets des établissements, non-application des horaires réglementaires, augmentation du nombre d'élèves par classe sont autant d'effet d'une politique d'austérité pesant sur les conditions d'apprentissages des élèves et de travail des personnels. La CGT Educ'action Créteil revendique un financement à hauteur des besoins d'un lycée émancipateur et la lutte contre les discriminations sociales. Contre tout fatalisme, il faut donner les moyens aux élèves cristoliens pour réussir. Il faut donner plus à ceux qui en ont le moins.

Le budget des établissements est insuffisant, bien trop de projets pédagogiques nécessaires à une véritable formation ouverte sur l'extérieur, la culture et les arts. Tout particulièrement dans l'académie de Créteil, les élèves ont besoin d'un lycée leur permettant une ouverture sur le monde. La stagnation de l'enveloppe état région malgré l'inflation entraîne de fait une baisse relative du financement des lycées. La CGT Educ'action Créteil revendique des fonds suffisants et fléchés pour garantir la gratuité des activités pédagogiques y compris les voyages scolaires. Le mode de financement et l'organisation des foyers socio-éducatifs doit être revu : l'adhésion doit être de fait et gratuite pour tous les lycéens, un financement par une dotation état région doit en garantir le fonctionnement.

L'insuffisance des moyens alloués à la maintenance informatique oblige les lycées à passer des contrats avec des sociétés privées. De même, la région prend maintenant en charge la maintenance des chauffages au gaz, il y a de quoi légitimement s'inquiéter de la qualité du service et des conséquences pour les établissements d'une délégation de ce service au privé pour toute la région. La CGT éduc'action Créteil s'oppose à la logique de délégation au privé et revendique la création de services de maintenance publique.

Les politiques d'austérité menées nationalement ont des répercussions très concrètes sur les moyens humains alloués aux lycées de l'académie. La disparition des seuils et des heures ZEP ainsi que des heures « élèves en difficulté » acquises lors de la lutte de 1998, le non-respect des horaires réglementaires dans le cadre du bac pro 3 ans, le non-respect des seuils de dédoublement en SES et de nombreuses autres mesures d'économies budgétaires sont contraires à la mise en œuvre d'une politique éducative luttant contre les discriminations sociales pourtant très forte dans notre académie. La CGT Educ'action Créteil exige l'application de la loi par le rectorat et revendique un abondement en moyens dans les établissements pour mettre en œuvre une pédagogie qui met au cœur du système l'élève qui n'a que l'école pour apprendre. Dans l'immédiat, nous exigeons que des heures élèves en difficulté soient fléchés dans les DGH et non pas laissés à l'arbitraire du ou de la chef d'établissement. La CGT-Educ'action Créteil revendique des surdotations en moyens d'enseignement et de surveillance pour les collèges et les lycées présentant un fort taux CSP défavorisées ainsi que des

grilles horaires nationales, hebdomadaires, contenant des seuils impératifs de dédoublement adaptés à l'enseignement dispensé (TD, TP, atelier, accompagnement, etc...). Ces surdotations doivent être calculées sur des critères chiffrés et objectifs ; et indépendantes des choix pédagogiques de l'établissement. Leur utilisation doit être rendue publique à l'issue de chaque année scolaire.

La mise en place de directions uniques ou de fusions d'établissements dans notre académie s'inscrit également dans le cadre des politiques d'austérité. La mise en place de telles structures est à l'opposée de la revendication de la CGT-Educ'action Créteil pour des lycées à taille humaine, et laisse à craindre pour l'avenir des établissements concernés par ce type de dispositif.

Des lycées d'aujourd'hui au lycée de demain : bilan et perspectives.

Si la CGT-Educ'action Créteil revendique la mise en place d'un lycée émancipateur permettant la réussite de tous les élèves, permettant l'accès à un enseignement diversifié et équilibré entre toutes les disciplines, la hiérarchisation et le cloisonnement des trois voies du lycée sont des phénomènes qu'il faut prendre en compte. Il est donc nécessaire de faire un point sur les réalités spécifiques que connaissent chacune de ces voies et sur les axes revendicatifs que nous devons porter dès aujourd'hui pour construire le chemin du lycée de demain

Donner des perspectives de poursuite d'études dans la voie professionnelle

La CGT-Educ'action Créteil réaffirme son opposition à la mise en place du baccalauréat professionnel en 3 ans dont les conséquences sont dramatiques, tant du point de vue de la formation des élèves que du point de vue des conditions de travail des personnels. Une réflexion doit être engagée sur cette question afin de dessiner d'autres perspectives pour la voie professionnelle qu'une égalité de façade avec les autres voies du lycée.

La voie professionnelle accueille dans l'académie 34,4% des sortants de collège, 2 800 lycéens en 1ere CAP et 12 400 lycéens en Seconde BAC Pro. 60% des élèves de bac pro sont orientés dans les filières tertiaires de service commerce et vente. Bien souvent, ces filières ne permettent pas une réelle insertion professionnelle et les politiques rectorales ne permettent pas une poursuite d'étude. La CGT Educ'action revendique une réelle revalorisation de toutes les filières, tertiaires comme industrielles, avec l'accès adapté aux BTS dans les lycées professionnels. L'implantation de nouvelles classes de BTS est devenue incontournable pour une insertion professionnelle véritable et une orientation réussie.

Après le passage du BEP Carrières Sanitaire et Social au bac pro Accompagnement Soins et Services à la Personne, le rectorat de Créteil a fait exploser les seuils dans le 93 en passant les capacités d'accueil de ces classes de 24 à 30 élèves, presque partout. Ces augmentations d'effectifs entraînent des dégradations très fortes des conditions de travail et d'apprentissage, elles posent également de nombreuses difficultés en terme de recherche et de suivi de stages. La CGT-Educ'action Créteil revendique l'instauration de seuils qui permettent d'assurer un service public d'éducation de qualité. Pour toutes ces filières, dans les trois voies du lycée, la CGT-Educ'action Créteil revendique des effectifs de 20 élèves par classe.

Les filières Gestion Administrative (GA) sont touchées par des réformes brutales et font encore à la rentrée prochaine l'objet de 4 fermetures de sections. Cette filière ne manquait pourtant pas d'attractivité à la rentrée 2010. Ces filières représentent près de 30% de l'accueil des sortants de collège vers le bac pro, c'est pourquoi ces nombreuses fermetures sont particulièrement inquiétantes. Les professeurs de comptabilité voient leur enseignement disparaître dans le cadre de la réforme des programmes et les menaces qui pèsent sur l'avenir des collègues sont lourdes. L'académie et les inspecteurs les incitent d'ailleurs depuis plusieurs années à se reconvertir. Cette situation n'est pas irrémédiable et nécessite un changement profond de stratégie sur la carte des formations pour le devenir de la filière administrative et la réussite des élèves.

La voie technologique fragilisée

Les différentes réformes ont fragilisé les filières technologiques qui accueillent près d'un tiers des bacheliers de l'académie. Ces filières sont pourtant porteuses d'un potentiel sous-utilisé pour permettre aux élèves de l'académie d'acquérir un niveau III de qualification. Les fermetures de sections Sciences et Technologie de la Santé et du Social (ST2S) et Sciences et Technologies du Management et de la Gestion (STMG), le manque d'attractivité de la filière

Sciences et Technologies de l'Industrie et du Développement Durable (STI2D) laissent craindre une réduction drastique de l'offre de formation dans la voie technologique.

La défense de la voie technologique est un axe important pour la CGT Educ'action, car elle doit permettre aux élèves d'acquérir une culture technique de haut niveau. La voie technologique doit occuper une place centrale dans un dispositif de passerelle entre les trois voies du lycée et conduire à terme les élèves à des qualifications de niveau II et I.

Donner les moyens de la réussite au lycée général

Actuellement, cette voie a pour mission de dispenser une formation générale visant à l'orientation des élèves dans l'enseignement supérieur, universités et classes préparatoires. Toutes les séries doivent être présentes dans l'ensemble des établissements. La CGT-Educ'action Créteil revendique les moyens nécessaires pour démocratiser l'enseignement général, en appliquant dans un premier temps des seuils de 20 élèves par classe pour le maintien des dédoublements.

La CGT-Educ'action Créteil demande la garantie pour tous les élèves un véritable tronc commun et les moyens nécessaires à une formation de qualité par le retour aux dotations horaires amputées par la dernière réforme du lycée.

Régionalisation

Le projet de loi sur la décentralisation présenté en conseil des ministres le 10 avril 2013 réorganise totalement l'organisation et la gouvernance de la formation professionnelle et de l'orientation. C'est ainsi que les articles 15 à 22 « déterminent les compétences de la région en matière de formation professionnelle dans le cadre du service public régional de la formation professionnelle qu'elle organise et finance, et réforment les instances nationales et locales de gouvernance des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle ».

Les Régions auront encore plus qu'aujourd'hui compétence pour favoriser l'apprentissage en signant des contrats d'objectif et de moyens avec les Rectorats. Ainsi, l'article 23 « procède à une décentralisation complète des centres de formation d'apprentis [pour les centres à recrutement national], la région se voyant investie d'une compétence exclusive en la matière ». Les articles 25 et 26 donnent compétence aux Régions pour coordonner et animer le service public de l'orientation.

La CGT-Educ'action n'est pas opposée à une meilleure articulation entre l'offre de formation et le travail avec les Régions afin de proposer aux jeunes la meilleure formation possible. Mais elle s'oppose à ce que les Régions disposent de tous les leviers, mettant directement en cause la survie même de la formation professionnelle publique au bénéfice de la formation professionnelle privée et de l'apprentissage. Nous nous opposons également à une offre de formation qui n'aurait pour seul objectif que de répondre à la demande patronale locale.

Campagne et tâche du BUA

Le Bureau de l'union académique est mandaté pour coordonner l'activité revendicative lycée à l'échelle académique

Plus particulièrement le BUA a pour tâche :

- D'approfondir l'analyse et le projet de structure de l'offre pédagogique de l'académie.
- De continuer la campagne pour le respect des horaires réglementaires en lycée professionnel et plus largement pour réclamer des moyens à hauteur des besoins en lycée. Dans ce cadre ; le BUA se donne comme objectif l'élaboration d'une brochure lycée.
- Mener une campagne contre les projets de régionalisation.
- De mener une réflexion afin d'élaborer des revendications sur la voie professionnelle, après la réforme du bac pro 3 ans, et sur l'éducation prioritaire.